

La Grande Guerre et les rapports des puissances

Bernard Phan, professeur honoraire de 1^o supérieure au lycée Henri IV, président de la section AMOPA de la Somme

Ce qu'il est convenu d'appeler le concert des nations est la désignation la plus courante et la plus neutre des rapports de force entre les pays les plus puissants, qui sont les principaux acteurs du fonctionnement du monde, et les autres. Chaque pays, du seul fait qu'il est capable d'imposer aux autres sa survie, est, d'une certaine manière, doté d'une puissance. Les pays les plus importants, qualifiés de « grandes puissances », ont une puissance d'une tout autre dimension, résultat de la combinaison de différents facteurs : la population, son niveau d'instruction, sa richesse, sa cohésion, etc. Autant de données qui ne sont jamais définitivement acquises. Dans le monde d'avant 1914, lorsque l'on évoquait « les Puissances », on se référait à un petit groupe de moins de dix pays dont chacun, confronté isolément à l'un des autres, était assuré de pouvoir préserver sa survie. Ces Puissances étaient le Royaume-Uni, le IInd Reich, la France, l'Italie, l'Autriche-Hongrie et la Russie. On inclut parfois dans la liste l'Empire ottoman devenu « l'homme malade de l'Europe ». Plus lointains, deux concurrents, les États-Unis d'Amérique et le Japon, étaient en train de s'affirmer mais avaient encore bien du chemin à faire pour rejoindre le club.

La Guerre de 1914-1918 affecta gravement les facteurs constitutifs de la puissance de chacun de ces pays les plus puissants de la planète et, de ce fait, l'équilibre existant entre les Puissances. Certaines disparurent, comme l'Empire austro-hongrois. Le statut de puissance prépondérante passa du Royaume-Uni à la République des États-Unis qui fut à même d'imposer les conditions du rétablissement de la paix. Mais ce fut un exercice très éphémère de son pouvoir de puissance dominante puisque, aussitôt après avoir signé la paix de Versailles, les États-Unis d'Amérique refusèrent de la ratifier et d'assumer pleinement leurs responsabilités, sans s'isoler du monde pour autant. La charge de diriger le concert des nations revint donc à des puissances européennes dont les intérêts et les aspirations n'étaient pas tous compatibles entre eux et qui, surtout, n'avaient plus les moyens de puissance d'imposer leurs volontés. Le monde s'installa donc dans un équilibre extrêmement fragile et dans une apparente acceptation de ce qui avait survécu des décisions de Versailles. La gravité du choc de 1929 et la durée de la grande dépression suscitèrent un réflexe de survie égoïste et l'adoption par toutes les puissances de la règle du chacun pour soi. Cela aboutit à la Seconde Guerre Mondiale.

La Grande Guerre accélère la disparition d'un rapport des puissances en fin de course.

Les Puissances tiraient leur force d'abord de leurs populations, qui s'étaient fortement accrues au XIX^{ème} siècle, période au cours de laquelle la population du continent européen quadrupla, tout en étant capable d'alimenter une importante émigration un peu partout dans le monde. Seule la France était, depuis le Premier Empire, frappée d'asthénie démographique et ne parvenait à maintenir sa population autour des 39 millions d'habitants qu'avec l'apport des immigrants. Cette population abondante était également instruite et les Puissances donnèrent au monde les plus grands savants, qui furent couronnés de la plupart des prix Nobel, et déposèrent le plus grand nombre de brevets. Ces hommes étaient également riches et leur abondante épargne permit aux puissances de réaliser des investissements rémunérateurs un peu partout dans le monde. Les conquêtes coloniales avaient assuré leur mainmise sur de vastes territoires et les richesses qu'ils recélaient. Seuls le Liberia et l'Éthiopie, en Afrique, et le Siam, en Asie, avaient échappé à la colonisation ou à l'impérialisme semi-colonial. Après Waterloo, la Grande-

Bretagne avait organisé sa situation de puissance dominante selon le principe de l'équilibre européen. Il s'agissait de veiller à ce qu'aucune puissance continentale ne prît l'avantage sur les autres de façon à éviter aux Britanniques d'avoir à intervenir pour garantir leur prépondérance. En 1913, première puissance économique du monde, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, grâce à son pouvoir financier, assurait à partir de la City le fonctionnement du système monétaire et de la vie économique du monde.

Mais, depuis le renvoi de la chancellerie allemande du Prince Otto von Bismarck, le système s'était dégradé et le gouvernement britannique était inquiet. Comme l'exprima le livre « *Made in Germany* », paru en 1896, le Reich était en train de ravir au Royaume-Uni la place de première puissance industrielle d'Europe, les États-Unis s'imposant de leur côté comme première puissance industrielle du monde. À terme les conséquences pouvaient être graves pour le Royaume-Uni. Guillaume II avait par ailleurs décidé que l'avenir de l'Allemagne était « *sur l'eau* » et il avait chargé l'amiral von Tirpitz de construire la marine dont il avait besoin pour atteindre cet objectif. Cette ambition menaçait à terme la doctrine du *Two power standard*. Cette doctrine posait que la marine de Sa Majesté devait être d'une puissance au moins égale à la somme des puissances des deux marines qui la suivaient. C'était donc la prépondérance navale des Britanniques qui était en jeu.

Par ailleurs les nationalismes avaient supplanté un peu partout dans bien des esprits le patriotisme et à l'idée de Greater-Britain s'opposait celle de Plus Grande France, en réponse à l'affirmation de la Deutschland über alles. Cette exaltation d'une prétendue supériorité nationale conduisait insensiblement à une nouvelle perception de la guerre, comme le révéla l'enquête d'Agathon à propos de l'état d'esprit de la jeunesse française. Cette acceptation, voire ce souhait, d'avoir à faire la guerre est confirmé en quelque sorte par les efforts de l'Internationale socialiste, et plus particulièrement ceux de Jean Jaurès, pour tenter de conjurer ce danger dans la demi-douzaine d'années qui précéda 1914. Le rapport de puissance entre les pays les plus importants de la planète était donc arrivé, en 1914, à un moment où une redistribution de la puissance était en train de se dessiner mais la chose pouvait encore prendre du temps, voire être modifiée par un événement imprévu. Ce fut la guerre, que personne ne souhaitait mais que nul ne put empêcher d'éclater, qui fut le puissant accélérateur de l'évolution qui se dessinait.

La guerre affaiblit les puissances européennes mais la puissance dominante se déroba.

Comme le révèlent on ne peut plus clairement les sépultures militaires du Nord-Est de la France, la guerre affaiblit gravement les pays européens sur le plan démographique. La France fut plus encore affectée que les autres et aucune mesure ne parvint, avant 1942, à redresser la démographie française. Les dernières années de l'entre-deux-guerres, comme celles qui avaient précédé 1914, furent marquées par un solde naturel négatif. Les autres pays, malgré des taux de natalité tendanciellement à la baisse, se remirent plus vite et plus solidement de l'hécatombe provoquée par le conflit et aggravée par la grippe espagnole.

Moins nombreux, ces hommes avaient aussi psychologiquement changé. En France et au Royaume-Uni, un puissant courant pacifiste pesa sur la vie politique et surtout sur les débats relatifs à la politique extérieure et à la politique de défense. En Allemagne, par contre, l'incompréhension suscitée par le traité de Versailles et la force du rejet de ce « diktat » donnèrent un surcroît de solidité à la cohésion nationale que ce fût sous la République de Weimar ou sous le III^{ème} Reich. En Italie, au Japon et en Russie les frustrations dues au règlement de la guerre par la Conférence de Versailles nourrirent un puissant courant révisionniste tant les décisions de la Conférence de la Paix paraissaient contraires pour les uns aux engagements pris et pour les autres à l'équité.

Les anciennes puissances étaient aussi moins riches du fait de la combinaison de nombreux facteurs. Certains débiteurs se révélèrent défaillants, comme la Russie et l'Empire ottoman. Une bonne partie des investissements à l'étranger avaient été vendus pour payer les approvisionnements indispensables pendant la guerre. L'Allemagne avait ainsi perdu 83 % des quelque 25 milliards de franc-or que représentaient ses avoirs extérieurs. Sur environ 50 milliards de franc-Or, la France en perdit près de 50 % et le Royaume-Uni 25 % des 100 milliards de franc-or investis dans le monde. Ces pays étaient

aussi plus ou moins lourdement endettés, essentiellement auprès d'un principal bénéficiaire, les États-Unis d'Amérique qui, en 1919, détenaient 75 % du stock d'or monnayé du monde !

En Afrique blanche et en Asie, sans que la décolonisation fût encore vraiment à l'ordre du jour, les populations colonisées tentèrent, sinon de remettre en cause, au moins de faire aménager par la Conférence de la Paix l'organisation de la domination européenne exercée sur elles. Ce fut le Saint Siège qui, le premier, utilisa, dans un document diplomatique, le terme de décolonisation, principalement pour souligner qu'il était urgent de constituer des clergés indigènes de façon à ce que la christianisation ne fût pas balayée, le cas échéant, avec l'œuvre des colonisateurs. En Italie ce furent plutôt les promesses non tenues par les Franco-britanniques, sur les terres irrédentes et en matière de redistribution de la terre coloniale, qui accrurent le sentiment de frustration des Italiens. L'Allemagne privée de ses colonies, au motif que des Barbares ne peuvent pas remplir une mission civilisatrice, pouvait, en traitant des pays dominés par les autres pays européens selon le droit commun, apparaître comme plus respectueuse de la souveraineté des peuples. Ce fut en particulier le cas en Chine.

Les puissances européennes devaient enfin se reconstruire. L'Allemagne, qui fit toute la guerre sur le territoire de ses adversaires et réussit même à étendre son territoire à l'Est avant d'en être empêchée par le traité de Versailles, sortit sans dégâts matériels des combats. Tout au plus l'entretien du matériel ayant souvent été allégé et son utilisation au contraire un peu forcée, l'appareil économique était un peu fatigué. Elle n'avait plus d'argent mais la masse de capitaux flottants en quête de profits ne demanda qu'à suppléer son épargne déficiente. Elle fut rapidement un état attractif pour les capitaux étatsuniens en quête de profit. Le Royaume-Uni voulait à tout prix rétablir la livre sterling à sa valeur d'avant-guerre, pour recouvrer l'outil de puissance qu'elle représentait. La France comptait sur les réparations allemandes pour réparer les dégâts subis et être en mesure de retrouver son rang. Dans cette volonté de rétablir la monnaie les conséquences du choix opéré pour financer la guerre pesèrent très lourd. Pour avoir refusé d'utiliser largement l'impôt et avoir privilégié l'emprunt ou l'inflation, elles furent pour la France particulièrement pénalisantes.

La nouvelle puissance dominante, les États-Unis d'Amérique, imposa son projet de paix, Wilson venant en personne présider la Conférence de Versailles. Cela lui fut d'autant plus facile que, comme il le déclara crûment, devant l'Ambassadeur de France à Washington, à un de ses ministres, qui se demandait si les Européens se laisseraient dicter les conditions de paix, les États-Unis « *tenaient les Européens financièrement* » ! Wilson entendait instaurer, grâce à la SDN, une « *new diplomacy* », selon le projet plus ou moins esquissé dans le passage du Discours sur l'État de l'Union de 1918 connu sous le nom des « Quatorze points de Wilson ».

A peine le traité signé, la nouvelle puissance dominante se déroba à ses responsabilités pour diriger le concert des nations. Le Sénat refusa de ratifier le traité en l'état. Wilson échoua à faire ratifier le traité qu'il avait signé à la suite d'un enchaînement d'erreurs ou de maladroites. D'abord le fait de froisser l'amour-propre de Henry Cabot Lodge, leader des Républicains au Sénat, et l'un des meilleurs connaisseurs de la diplomatie étatsunienne de l'époque. Au lieu de venir à Paris avec une délégation bipartisane, ou faisant au moins une place aux Républicains et d'abord à leur leader, il n'était entouré à Versailles que de Démocrates. Par ailleurs il se heurta à un retournement de l'opinion étatsunienne. Sans jamais tomber dans l'isolationnisme, contrairement à ce que l'on a coutume de dire, les États-Uniens furent majoritairement saisis d'une profonde inquiétude devant le monde d'après-guerre avec la volonté de ne pas s'engager de façon contraignante à l'égard des pays Européens. La Révolution russe déclencha le « *red scare* » dans la société étatsunienne et la clause du traité de Versailles accordant à la France la garantie étatsunienne en cas d'agression allemande lui fit redouter de se retrouver automatiquement à nouveau engagée dans une guerre comme celle qui venait de s'achever, voire pire ! Néanmoins le Sénat restait ouvert à des discussions pour amender le traité. Wilson préféra passer en force, en faisant de la ratification l'objectif premier du troisième mandat qu'il décida de briguer. Un accident cardiaque contribua à son échec et le traité de Versailles ne fut pas ratifié par les États-Unis qui signèrent avec l'Allemagne un traité de paix séparé.

Les puissances européennes divisées et sans les moyens de leurs ambitions.

La guerre n'ayant été souhaitée par aucune puissance, celles-ci n'étaient entrées en guerre ni pour régler un problème précis ni avec un objectif mûrement défini. Les deux vainqueurs, le Royaume-Uni et la France, voulaient faire de leur victoire l'assise de deux démarches antinomiques. Londres voulait tenter de donner un prolongement à l'équilibre européen en se liant par le moins d'engagements possibles et, surtout, en reprenant le « *business as usual* ». Après le rétablissement de la Livre sterling, l'Allemagne ayant perdu sa flotte était bien davantage perçue par les Britanniques comme un partenaire économique indispensable que comme un ennemi. Dès le 10 novembre 1918 le chef d'État-major Impérial déclarait « *à partir d'aujourd'hui l'ennemi n'est plus l'Allemand mais le Bolchevik* ». Avant même sa signature, le gouvernement britannique avait sondé le gouvernement français pour savoir s'il accepterait d'alléger les décisions prises à l'encontre de l'Allemagne par le traité de Versailles !

La France, elle, voulait assurer sa sécurité et éliminer le risque de danger qu'incarnait l'Allemagne à ses yeux. D'où les projets concernant le Rhin, la Ruhr, la Rhénanie, autant d'hypothèses qui inquiétaient les Britanniques qui voyaient, ou feignaient de voir, la France beaucoup plus puissante qu'elle n'était et n'oubliaient pas qu'« *Anvers est un pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre* ». Mais, d'un autre côté, les Britanniques n'entendaient pas aller jusqu'à se couper de la France qui devait faire contrepoids à l'Allemagne même si sa puissance économique était moindre.

France et Royaume-Uni savaient aussi que les États-Unis pouvaient paralyser leur action assez facilement et qu'elles n'avaient donc pas une totale liberté d'action. Les deux puissances européennes étaient financièrement vulnérables. Il était possible, en spéculant contre leurs monnaies respectives, d'empêcher Londres de rétablir la valeur de la livre sterling et en jouant contre le franc d'obliger Paris à s'incliner devant une décision. Enfin le Royaume-Uni était, depuis 1916, aux prises avec la question irlandaise. Il suffisait de menacer Londres de laisser les Irlandais des États-Unis exprimer de façon concrète leur solidarité avec les Républicains de leur mère patrie !

On peut prendre trois exemples de la difficulté des Franco-britanniques à agir sur le plan international sans la participation active de la puissance dominante.

L'application des décisions territoriales de la Conférence de Versailles ne fut pas simple. La Turquie refusa de subir les décisions du traité de Sèvres et, après le succès du combat engagé par Mustafa Kemal, le traité de Lausanne permit à la Turquie d'effacer les clauses territoriales du traité de Sèvres et de disposer d'un territoire plus étendu que celui que les vainqueurs de la guerre avaient tenté de lui assigner. Les Britanniques, du fait de leurs liens avec les Grecs, auraient souhaité empêcher cette remise en cause des clauses du traité de Lausanne mais durent rapidement admettre qu'ils n'avaient pas les moyens de leurs ambitions. Plus au Nord, la Pologne, réapparue sur la carte de l'Europe, n'accepta pas les frontières qui lui avaient été assignées et, par une guerre contre la Russie, parvint à étendre légèrement son territoire.

Il en fut autrement quand les États-Unis, puissance dominante, furent directement concernés. D'abord en ce qui concerne la Chine et le Japon. La presse Hearst ne cessait de dénoncer le sort fait à la Chine du fait de la complaisance dont avait bénéficié le Japon à Versailles. D'autre part le Japon se trouvait être la première puissance navale du Pacifique et les États-Unis devaient choisir entre tenter d'obtenir que Tokyo désarmât ou se doter d'une marine capable de concurrencer celle du Tennô. L'opinion étatsunienne n'était guère disposée à payer la construction d'une force navale dont l'emploi pouvait lui réserver de mauvaises surprises. Washington convoqua donc, durant l'hiver 1921-1922, la conférence de Washington qui imposa aux quatre grandes puissances navales une limitation du tonnage de leurs cuirassés : on accorda 500.000 tonnes au Royaume-Uni et aux États-Unis, 350.000 tonnes au Japon et 175.000 tonnes à l'Italie et à la France. Le Japon dut par ailleurs abandonner tous les gains territoriaux réalisés en Chine et Russie du fait de la guerre. Ulcéré le gouvernement japonais s'inclina tout en laissant entendre à sa population qu'il faudrait un jour réviser ces décisions injustes. Le Royaume-Uni dut renoncer à la reconduction de son alliance de 1902 avec le Japon. En effet le Canada, l'Australie et les États-Unis exercèrent d'amicales pressions sur Londres en ce sens.

La question des réparations, imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles, illustre bien les relations complexes entre les pays européens et l'intervention, discrète mais réelle, des États-Unis dans le règlement des problèmes. Au lieu de la classique indemnité imposée au vaincu par le vainqueur, Wilson voulut que l'Allemagne payât des réparations du fait de sa responsabilité dans le déclenchement du conflit. Quand le traité fut signé, à l'été 1919, le montant de ces réparations n'était toujours pas fixé

! L'Allemagne s'engagea donc à payer une somme dont elle ignorait l'importance. Il y eut d'abord à fixer la liste des bénéficiaires de ces réparations et le pourcentage revenant à chacun d'eux. La France se tailla la part du lion avec 52 % du total, mais le Japon dont pas un seul soldat n'avait combattu en Europe et qui avait beaucoup gagné en Asie eut droit à 0,5 % du total. Finalement on décida que l'Allemagne paierait 132 milliards de mark-or, montant totalement irréaliste et immédiatement dénoncé par nombre d'économistes mais en vain. Londres veilla à ce que les réparations en nature, en particulier les livraisons de houille qui auraient pénalisé son commerce, fussent le plus limitées possible. En 1923, excédé, Poincaré décida, en accord avec les Belges, l'occupation de la Ruhr de façon à détenir un gage pour pouvoir imposer une solution. La victoire électorale du Cartel, au printemps 1924, s'accompagna de violentes attaques contre le franc français jusqu'à porter le cours de la livre sterling à 100 francs. Dans ce contexte, Anglais et Étatsuniens acceptèrent de prêter au gouvernement Herriot l'argent nécessaire pour défendre la monnaie française en échange de l'évacuation de la Ruhr et de l'acceptation du plan Dawes. La France perdit la présidence de tous les organismes en charge de la liquidation de la guerre. Mais, surtout, les Allemands avaient été associés par les Britanniques et les Étatsuniens à l'élaboration de ces accords avant qu'ils ne fussent proposés à la France. Cette conférence de Londres marqua la perte par la France de la présidence de tous les organismes chargés de l'application des mesures concernant les réparations. Les deux puissances anglo-saxonnes en avaient pris le contrôle.

Ainsi un petit peu plus de quatre années de guerre avaient porté un coup décisif aux puissances européennes qui, depuis les « grandes découvertes » s'étaient partagé le monde et l'avaient organisé à leur profit. La brutale et inattendue dérobade de la nouvelle puissance dominante, les États-Unis d'Amérique, condamna les puissances européennes à essayer de faire appliquer les décisions d'un traité de Versailles qu'elles avaient bien plus subi que voulu. Aucune ne le trouvait vraiment satisfaisant et beaucoup en souhaitaient la révision. Elles y parvinrent jusqu'à la crise de 1929. Au-delà elles subirent plus qu'elles ne décidèrent.